

Coup de colère de Le Floch-Prigent : dans quel monde les rédacteurs de la convention citoyenne vivent-ils ?

écrit par Christine Tasin | 1 juillet 2020



Et si toutes les propositions de la Convention citoyenne pour le climat étaient effectivement appliquées, quel serait leur impact réel pour la planète ?

Alors qu'Emmanuel Macron vient de proposer des mesures suite aux travaux des citoyens, quel pourrait être l'impact sur la planète si les propositions de la Convention citoyenne pour le climat étaient appliquées ?

Quel serait l'impact sur la planète des propositions de la convention citoyenne si elles étaient acceptées ?

Loïk Le Floch-Prigent : La France est un petit pays avec 1 pour cent de la population mondiale, c'est aussi un de ceux le mieux placé du point de vue de ses émissions de gaz à effet de serre, en particulier grâce à sa production électrique décarbonée à partir de ses centrales nucléaires et

hydrauliques. Il n'y a donc pas grand-chose à gagner pour la planète en mettant l'accent sur les transformations à effectuer dans notre pays. Si l'ambition de la Convention était de protéger la planète, il aurait donc fallu qu'elle s'intéresse aux autres pays à démographie galopante et à la manière dont ils pourraient être aidés pour faire des avancées significatives.

.
Il s'agit donc d'un tout autre exercice, celui de recycler sous une forme originale , une réunion de citoyens considérés tirés au sort , un certain nombre de vœux de cercles divers sur une transformation de notre société nationale en société vertueuse. **Pour cela il faut faire accepter à la population la décroissance et des obligations, régulations, limitations sur les déplacements, la consommation, le logement, la production, le travail et la nourriture. Il s'agit donc de bâtir un autre pays que celui dans lequel nous vivons mais avec l'espoir de faire le bien au prix d'une restriction des libertés individuelles et collectives avec une manipulation lucidement acceptée** « faire de l'éducation, de la formation, et de la sensibilisation des leviers d'action de la consommation responsable ».

.
Si ces propositions n'auraient aucune incidence sur la vie de la planète, elles conduiraient rapidement à la ruine de notre économie puisque nous sortons difficilement d'une période de confinement qui a bousculé nos secteurs de production et que ce ne sont pas des mesures coercitives étatiques qui vont pouvoir nous sortir de l'ornière mais plutôt un appel aux initiatives, à la créativité et d'une manière générale à la liberté de penser, de concevoir, et d'agir. **Le catalogue que nous recevons va en sens**

inverse, il suppose qu'il faille éradiquer tout ce qui nous reste encore pour repartir de zéro dans une tout autre direction. Il vaut mieux que le monde du travail ne se mette pas à lire cet ouvrage car il risquerait d'abandonner le laboratoire, l'atelier, l'usine, le champ et la mer.

Enfin pour rester dans les généralités, on perçoit bien le parti pris des auteurs de ce livre lorsque les notions de gaz à effet de serre, empreinte carbone et verdure sont mêlées, entremêlées, tandis que l'on ne sait plus si on parle de pollution ou de climat, deux notions parfaitement distinctes puisque l'on peut ne pas polluer dans un lieu donné, mais polluer gravement ailleurs pour produire et détruire le matériel en question et donc, par exemple, améliorer Paris en détruisant l'Afrique. La réalité est bien plus complexe que celle qui sous-tend les propositions, il faut revenir aux préceptes de base de l'écologie, « penser globalement et agir localement » et non comme ici « penser localement pour agir globalement » car le nombrilisme du propos n'est pas exempt d'arrogance quand il voudrait servir d'exemple au monde entier dans une dynamique messianique illusoire : **le monde entier n'attend pas que 150 citoyens tirés au sort en France lui montre la voie.**

Quelles propositions ont particulièrement retenu votre attention ?

Je suis industriel et je suis inquiet de la délocalisation qui a été la règle de ces vingt dernières années. Nous avons perdu de la souveraineté, de la richesse, des emplois et une des causes, pas la seule, a été la convergence anti-industrielle des normes et règlements avec les contrôles et punitions qui les ont accompagnés. Celles concernant l'environnement ont été les plus couteuses, et certaines productions ont du être déménagées pour pouvoir rester compétitives. Ce sont des souvenirs très lourds pour tous

les industriels et ils espéraient , en sortie du confinement, dans les propos officiels donnant la direction de la relocalisation. J'ai donc lu avec une attention particulière les chapitres consacrés à la production et au travail.

« Organiser et soutenir le financement de la transformation de l'outil de production des entreprises dans le cadre de la transition écologique « avec plus loin « dans la société décarbonée transformer l'appareil de production et ses métiers : travailler et produire différemment s'impose » ... » c'est une opportunité pour l'économie et l'emploi, mais sans accompagnement, sans dispositifs adaptés, beaucoup pourraient souffrir »

.
Dans quel monde industriel les rédacteurs de ces propos vivent-ils ? Ont-ils déjà travaillé en usine ? Savent-ils ce qu'est un métier ? Connaissent-ils la portée financière d'une transformation de l'appareil de production ? N'ont-ils pas déjà compris que la souffrance existe car la transition, les transitions, l'industrie la prépare et la vit tous les jours ? N'ont-ils pas pris connaissance des charrettes de suppressions d'emplois industriels qui se préparent déjà, conséquences des mois d'inactivité et de la reprise faible en période de préparation des vacances ? N'ont-ils pas perçu le niveau d'endettement de notre pays à la sortie de cette épreuve et la nécessité de réaliser des efforts considérables pour sortir de l'ornière ?

Je pense, avant toute chose, qu'il faut donner des cours d'économie à notre population et faire visiter des laboratoires, ateliers et usines aux personnes généreusement tirées au sort. Bien sûr que les industriels ont compris que l'écologie et l'environnement étaient des éléments essentiels de notre avenir, bien sûr qu'ils intègrent déjà

depuis longtemps le recyclage, le développement durable, la santé de leur personnel et de leurs clients dans leurs programmes d'investissements, bien sûr qu'ils tentent d'avoir les meilleurs à leurs postes et qu'ils veillent à la qualité de leurs produits. **Ils n'ont pas besoin de conseils, d'avis, de punitions pour avancer, ils font de l'écologie au jour le jour, ils tentent de trouver les voies et moyens de respecter le futur qui est aussi le leur et celui de leurs enfants. Pour qui ces rédacteurs nous prennent-ils, pour des irresponsables à qui il faut donner la main, pour des frères quêteurs venant mendier chez les « gardiens du bien » quelques précieux deniers et une médaille de bonne conduite ?** Et puisque l'on parle ici de « verueur », notion fourre-tout figurant le bien, pourrait-on y faire rentrer un peu de bienveillance à l'égard de tous les acteurs des secteurs de production, agricole, maritime et industriel de la part des administrations tatillonnes et soupçonneuses ?

Et lorsque dans le même chapitre on parle de « créer une nouvelle gouvernance de la transition des emplois et des compétences au niveau national et régional » **on comprend que l'on va ainsi créer des emplois de fonctionnaires, de nouvelles Agences dont le fonctionnement a si bien réussi dans une période récente, ils auront le souci de disposer de « critères verts ».** Les lunettes tombent alors, les bras aussi, ces propositions sont hors sol orchestrées par des individus éloignés du monde du travail.

Nous vivons dans les secteurs de production des transitions, énergétique, numérique, environnementale... mais nous ne pouvons pas continuer à faire de l'Asie notre usine, il faut en conserver en France et en refaire d'autres, ce n'est pas

avec cet ouvrage et ces propositions que nous pourrions y arriver.

Loïk Le Floch-Prigent, ancien dirigeant de Elf Aquitaine et Gaz de France, et spécialiste des questions d'énergie.

Ingénieur à l'Institut polytechnique de Grenoble, puis directeur de cabinet du ministre de l'Industrie Pierre Dreyfus (1981-1982), il devient successivement PDG de Rhône-Poulenc (1982-1986), de Elf Aquitaine (1989-1993), de Gaz de France (1993-1996), puis de la SNCF avant de se reconvertir en consultant international spécialisé dans les questions d'énergie (1997-2003).

<https://www.atlantico.fr/decryptage/3590777/et-si-toutes-les-propositions-de-la-convention-citoyenne-pour-le-climat-etaient-effectivement-appliquees-quel-serait-leur-impact-reel-pour-la-planete-ecologie-environnement-transition-ecologique-planete-loik-le-floch-prigent->